

Grandes peurs et misères de la relève

Marilyn Perreault

Number 109 (4), 2003

Le « modèle » québécois du théâtre

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/25708ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)

1923-2578 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Perreault, M. (2003). Grandes peurs et misères de la relève. *Jeu*, (109), 82–87.

Grandes peurs et misères de la relève

Consciente du fait qu'il est très facile de créer des remous dans un milieu aussi sensible que celui du théâtre (oui, j'ai lu *le Beau Milieu* de Raymond Cloutier) et que, de surcroît, je suis en début de carrière, je désire, dès cet instant, mettre les choses au clair : mon but n'est pas ici de choquer, mais bien de partager une réflexion amorcée lors de mon passage au 10^e Congrès québécois du théâtre en mai dernier.

En participant à cette fin de semaine de discussions et d'échanges d'idées portant sur la diffusion, j'ai reçu le mandat, par les Cahiers de théâtre *Jeu*, de faire un compte rendu de la situation des jeunes compagnies de théâtre de la relève, et ce à la lumière des informations recueillies lors dudit congrès. L'invitation m'a enchantée d'autant plus que je connais bien les préoccupations et les réalités de cette catégorie de professionnels des arts de la scène puisque j'en fais moi-même partie. En effet, finissante en 1997 de l'Option-théâtre du cégep de St-Hyacinthe en tant que comédienne, interprète depuis 1998 pour une compagnie bien établie et cofondatrice d'un groupe de travail incorporé en 2002, j'ai les deux pieds qui trempent dans ce qu'on peut appeler les grandes peurs et misères de la relève théâtrale d'ici (on repassera dans une dizaine d'années pour la distanciation face à la situation).

Chacun sa compagnie

En manière d'introduction, je vous fais part ici d'une journée particulière que j'ai vécue il y a de cela un ou deux ans et qui illustre bien, selon moi, le point de départ de la plupart des préoccupations mentionnées par les jeunes praticiens et producteurs de la relève lors du Congrès. Gardez-la bien en tête, elle sera un bon point de repère pour la suite de l'article.

C'est un jour de semaine. Il est 9 h. J'appelle un ami et collègue de travail et je tombe sur un répondeur : « Bonjour. Vous êtes bien chez Untel ainsi qu'au Théâtre Unautre... blablabla. » Bon. D'accord. Je rappellerai plus tard... En attendant, je me rends voir une autre amie qui elle fait un « blitz » d'heures dans un café parce qu'elle sait que, dans un mois, elle sera en pleine production de sa propre pièce au compte de sa propre compagnie et qu'elle n'est pas trop sûre si les subventions demandées pourront payer ou non les heures qu'elle met dans l'administration de celle-ci. En chemin, je rencontre un autre ami qui allait littéralement passer sur un feu rouge et se faire écraser par la même occasion. Il me dit : « Excuse-moi. Je n'ai pas le temps de te parler, faut que je fasse signer des papiers pour l'incorporation de ma future compagnie. On a choisi le nom et tout et on envoie les demandes de subventions la



La situation précaire de la relève. *Les Apatrides* de Marilyn Perreault, mis en scène par Marc Dumesnil (Théâtre I.N.K., 2003). Photo: Andrée-Anne Blouin.

semaine prochaine... Bye. » Sidérée, je me dis : « Si je sais bien compter, il est à peine 9 h 30, et j'ai déjà été en contact avec trois personnes (quatre avec moi-même) et trois jeunes compagnies de théâtre différentes (quatre si on compte la mienne). Est-ce normal... qu'il y en ait autant ? Sommes-nous, jeunes de la relève, en train de reproduire dans notre milieu de travail ce qu'on a toujours reproché aux générations X-Y-Z, c'est-à-dire l'individualisme ? Le fameux MOI, je fais MON théâtre ? Peut-être... ou alors ce "productivisme" dans la création de compagnies serait plutôt un moyen de défense qu'une génération d'acteurs a trouvé contre la saturation de son marché. Nous y reviendrons après une courte pause... »

Après une fin de semaine passée à entendre ce que la relève avait à dire au dernier Congrès québécois du théâtre, je serais portée à dire que non, ce n'est pas normal qu'il y ait autant de nouvelles compagnies. Et cette réponse va dans le même sens que le discours tenu par Alain Monast en 1998, alors que le milieu théâtral était secoué par Raymond Cloutier. Alain Monast – qui, à l'époque, siégeait au CQT pour l'Association des compagnies de théâtre (ACT) – disait alors, dans un article publié dans *Le Devoir* le 28 mars de la même année : « L'idée de la relève nous fait grincer des dents [...] Nos compagnies membres ont une dizaine d'années d'existence en moyenne et à peine une sur cinq reçoit du financement récurrent des gouvernements. Toutes les autres doivent travailler avec des projets ponctuels. » Et quand on lui parlait de réduire le nombre de joueurs, il répondait : « L'art ne se gère pas en termes de quotas. En disant qu'il y a trop de compagnies, est-ce qu'on veut dire qu'il y a trop d'art, trop de création, trop d'intelligence ? »

Nous n'étions qu'en 1998. Depuis, il y a encore plus ou moins soixante-dix comédiens qui foulent les planches du Quat'Sous chaque printemps, au moment des auditions. De ces « appelés », combien seront « élus » par les théâtres institutionnels, combien iront du côté de la télévision et combien d'autres retrousseront leurs manches, en se disant : « Je n'attendrai pas que le téléphone sonne et je vais monter mon propre *show*. » Or, pour monter un spectacle, ces jeunes comédiens apprendront vite que ça prend beaucoup de sous, que pour en avoir il faut en demander et que, lorsqu'on en demande, il y a souvent cette clause qui dit : « Être un organisme à but non lucratif depuis... » Et voilà ! Une nouvelle compagnie est née. Dans les mois qui suivront cette naissance, les jeunes fondateurs se rendront compte de l'ampleur de la tâche, autant pour ce qui est des fonds à amasser que du temps à y investir.

Des chiffres

J'entends déjà : « Ça prend des chiffres ! » Oui, il y en a. Une étude présentée par Andrée Garon, en introduction du dernier Congrès québécois du théâtre, indiquait qu'il y avait eu une augmentation de 77 % du nombre de compagnies inscrites à l'ACT entre 1997-1998 et 2001-2002, passant ainsi de cinquante-deux à quatre-vingt-douze compagnies en l'espace de quatre ans. Insuffisamment proportionnelle à ce pourcentage, l'augmentation du nombre de productions n'était que de 11 % pour la même période. La comparaison de ces deux chiffres nous montre donc que toutes ces nouvelles compagnies effectuent des rapports de taxes, paient pour un comptable, pour des cotisations annuelles d'associations, pour des erreurs dues à leur manque d'expérience et pour d'autres babioles qui coûtent très cher au bout du compte, alors qu'il n'y a pas nécessairement de production en cours. Or, en principe, une compagnie de théâtre existe pour créer des spectacles. Pourtant, les initiateurs de ces projets de corporation, qui en fondant leur compagnie ont voulu créer leur propre emploi, se retrouvent souvent à investir des sous (très souvent de leur poche) non pas dans des décors, du développement de public ou des salaires convenables aux interprètes, mais dans divers frais d'administration. Et cela est d'autant plus vrai si le regroupement est de la relève, qu'il n'est pas soutenu pour son fonctionnement et qu'il n'a reçu qu'une portion de ses subventions demandées pour des projets en raison du grand nombre de candidatures présentées au même concours. On se retrouve donc encore avec le « problème » du grand nombre de compagnies de théâtre et de projets qu'elles proposent sans véritable proportion avec la grosseur des enveloppes disponibles pour les réaliser. Là, nous tenons peut-être un point.

Du côté des jeunes auteurs et du CEAD, le son de cloche est le même. Une étude de Françoise Boudreault sur l'écriture dramatique de commande et les textes francophones



Marilyn Perreault (Théâtre I.N.K.), entourée de Jean-Claude Côté (alors à la direction artistique du Théâtre de la Récidive) et de Richard Ducharme (les Productions P.M.E. de l'art), lors du Congrès québécois du théâtre en mai 2003. Photo : Mathieu Rivard.

produits au Canada de 1996 à 2001 révélait que « certaines compagnies québécoises [...] ont été fondées par des auteurs désireux de voir leurs textes portés à la scène. [...] L'existence de ces compagnies [qui, toujours selon cette étude, représentent tout de même 14 % des compagnies subventionnées par le CAC entre 1996 et 2001] prouve que plusieurs auteurs préfèrent posséder leurs propres moyens de production afin que l'urgence de leur parole soit respectée, même si cela se fait au prix de concessions matérielles, car dans ces compagnies, souvent, les auteurs investissent leurs cachets dans leur création. »

Alain Monast avait donc raison, il n'y aura jamais trop d'art. En effet, le nombre de spectateurs au Québec a tout de même augmenté de 16 % entre 1996-1997 et 2001-2002 chez les compagnies de théâtre soutenues « au fonctionnement » par le CALQ. Parallèlement à ces chiffres, le nombre de productions québécoises en tournée à l'étranger ne se compte plus ni sur les doigts ni en poignées de main, mais bien par la qualité... et par la reconnaissance surtout de cette qualité. Mais qu'en est-il des petites compagnies de la relève ?

Pour le savoir, il suffit de jeter un coup d'œil sur les procès-verbaux des ateliers du Congrès ainsi que les propositions de travail que le comité de consultation présentait à son conseil en mai dernier. J'ai regroupé ici les principaux points qui nous intéressent. Comme vous pourrez le constater, les jeunes, au même titre que les plus anciens, ont relevé, à quelques détails près, la même problématique : un manque d'argent. Ainsi, madame Unetelle de la relève affirmait qu'on devient un omnipraticien du théâtre, car on est forcé de faire de la gestion en même temps que de la création ; or, cela compromet la capacité d'une compagnie à diffuser davantage ses œuvres.



Anne Paquet, lors de la lecture de *Sauce brune* de Simon Boudreault au Festival du Jamais Lu. Photo : Luc Lavergne.

Monsieur Untel de la relève renchérit en disant qu'il y a autant de paperasse à remplir pour de petits *shows* que pour un gros *show*; cela nuit à la capacité de diffuser davantage. Il croit d'ailleurs qu'il faudrait simplifier la gestion. Plus loin dans la discussion, un participant parle de l'organisme Capteur de rêve qui aide les petites compagnies de théâtre en les soutenant dans leur gestion, ce qui les libère pour mettre de l'avant des projets de développement. Une ancienne, madame Unetelle, croit qu'il pourrait y avoir un autre type de regroupement de troupes pour permettre une plus grande diffusion des œuvres. Selon monsieur Untel, aussi des anciens, cela se fait déjà mais pas de façon systématique. Le nerf de la guerre, c'est l'argent, celui qui permettrait aux artistes de petites troupes de se libérer de la gestion. Voilà, le mot-clé est sorti de la bourse : L'ARGENT.

Solutions réalistes

Sans qu'on s'en étonne, ce mot-clé s'est aussi retrouvé dans deux propositions de travail concernant la relève (celles-ci représentaient quand même un sixième du nombre total des propositions) que le comité de consultation a présentées à son Conseil. Ainsi, il était proposé que « le CQT, de concert avec les associations concernées, revendique auprès des instances publiques une augmentation des ressources financières pour les compagnies de théâtre qui sont peu ou qui ne sont pas soutenues au fonctionnement ». Un peu plus loin dans le cahier des propositions remis par le Conseil, on pouvait lire qu'on demandait au CQT qu'il « soutienne les compagnies de théâtre qui bénéficient de peu ou d'aucun soutien au fonctionnement dans leur réflexion sur la mise en commun de ressources humaines et logistiques pour améliorer la diffusion de leurs productions et que le CQT appuie des initiatives de collaboration mises de l'avant par ces compagnies et leurs demandes de financement pour des actions concertées ». Dans le dédale des discussions suivant l'énonciation de cette proposition, un changement a été suggéré afin que celle-ci n'encadre pas seulement la diffusion, mais toutes les autres ressources. Les menaces de coupures et les manques dans les budgets de production planent constamment comme l'épée de Damoclès au-dessus de la tête d'un interprète, du décor ou de la mise en scène, et renforcent l'idée que le théâtre est l'enfant pauvre des arts qui gratte le fond des tiroirs. Mais, nous l'avons vu ici, il y a moyen de faire autrement...

C'est sur cette note que je conclurai. Ainsi, malgré tous les efforts déployés ces dernières années par le Mouvement des arts et des lettres (MAL), le CQT et plusieurs autres organismes pour faire augmenter (ou rendre récurrents) les budgets alloués au secteur théâtral de la culture, malgré toutes les

« Le nerf de la guerre, c'est l'argent. » Le Théâtre de la Pire Espèce, une autre compagnie de la relève obligée de créer avec des bouts de ficelles (!), malgré le succès d'*Ubu sur la table* de Francis Monty et Alain Ducas, présenté notamment à l'Aparté et à la Petite Licorne, ainsi que dans plusieurs festivals. Photo : Julie Marchand.





La production d'un spectacle, ça prend beaucoup, beaucoup d'argent, de la scénographie à la publicité, sans compter les (maigres) cachets aux artistes. Carton publicitaire pour *les Apatrides* de Marilyn Perreault. Production du Théâtre I.N.K., présentée à l'Espace Libre à l'automne 2003.

théâtral demeure dynamique, qu'il gagne en popularité dans toutes les couches de sa société, qu'il ne carbure pas qu'à la passion, mais qu'il s'organise comme il arrive à le faire si bien lors d'une production. **J**

Marilyn Perreault est comédienne et codirectrice artistique du Théâtre I.N.K.

victoires obtenues sur plusieurs champs de bataille, on remarque qu'il manque toujours de moyens financiers pour soutenir la création au Québec. Cette situation est, en partie, due au fait qu'il y a de plus en plus de compagnies et elle n'est pas si mauvaise parce qu'elle oblige ces nouvelles entités à innover dans leurs propositions artistiques pour garder leur place au soleil... mais à quel prix? Celui du stress, des concessions artistiques, des mauvaises conditions de travail, d'épuisement professionnel? Or il existe une solution à développer: alléger plusieurs frais administratifs en fusionnant certains départements de l'administration de ces petites compagnies, à l'exemple de See Seven dans l'Ouest canadien (du côté de la diffusion des œuvres), de Diagramme (pour la danse à Montréal) et de l'organisme Capteur de rêve dont j'ai parlé. Tout cela afin que le secteur